



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de Presse

7 août 2015

L'incident du drapeau arraché aux mains d'une athlète malgache aux Jeux des îles de l'Océan indien, organisé à La Réunion continue de retenir l'attention de la presse, notamment suite à l'indignation de la ministre des Affaires étrangères. Sur le plan politique, tous attendent la suite de la grande marche qu'organiseront le MAPAR et le TAMBATRA dans les rues de la capitale du Betsileo ce jour. Alarmistes, les journaux d'opinion s'attendent à un embrasement de la situation, d'autant plus que la voix contestataire des candidats malheureux continue de s'élever. Le HVM a beau avoir provisoirement, enregistré un score honorable, il est plus que jamais la cible des critiques.

Processus électoral

1. Administration des élections :

LES RESULTATS PROCLAMES DANS CHAQUE CHEF-LIEU DE PROVINCE

Les résultats provisoires des communales seront proclamés au niveau de chaque chef-lieu de province et non plus centralisés au niveau de la CENI-T. A la vitesse où les résultats arrivent, ceux de la capitale et ses environs pourront être proclamés en premier. La CENI-T n'attend plus que les résultats dans deux districts pour proclamer les résultats à Analamanga. A Toamasina, les résultats de plusieurs bureaux de vote ne sont pas encore arrivés auprès de la structure ad hoc de la CENIT. (Les Nouvelles p.2 et p.3)

LIBERTY 32 TACLE LA CENI-T

« Ces élections communales ont souffert de plusieurs formes de désorganisation » tonne Liberty 32, une organisation de la société civile ayant pris part à l'observation des élections communales. Pour l'OSC, la CENI-T termine son mandat sur une note amère. Elle pointe du doigt le retard de distribution des kits d'éducation électorale, le faible niveau de sensibilisation des électeurs, le silence de la CENI-T sur les cas de violation du code électorale en matière de propagande, surtout dans les localités rurales, et l'opacité en matière de sources de financement des campagnes électorales. Dans sa déclaration Liberty 32 n'a pas non plus manqué de vilipender la qualité de la campagne électorale. Elle dénonce entre autres le laconisme et l'irréalisme des informations servies par les candidats aux votants. (L'Express de Madagascar p.5)

2. Echos des élections communales :

- *Christine Razanamahasoa, candidate du MAPAR et Pety Rakotoniaina, du parti TAMBATRA, ont affiché leur détermination devant la presse hier quant à leur intention de contrer le « diktat » des tenants du régime et de contester les résultats des dernières communales par le biais d'une descente dans la rue. Une nouvelle coalition de partis politiques vient d'être mise en place dans la ville des vins dans le cadre de ce mouvement contestataire. Dans le but certain de prévenir une éventuelle dégénération de la situation, une forte délégation des éléments spécialisés de la gendarmerie nationale a rallié la capitale du Betsileo hier soir. **Takoritsika** a particulièrement*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



souligné les déboires qu'a connus Christine Razanamahasoa ces derniers temps. « L'ancienne garde des Sceaux a été destituée de son poste de présidente de l'Assemblée nationale, elle est maintenant devancée par le candidat HVM lors des élections communales » (**Midi Madagasikara p.2, Tia Tanindrazana p.2, Takoritsika p.2**)

- **La performance du parti HVM est mitigée dans la région Anosy.** Le candidat présenté par le parti au pouvoir dans la course à la mairie de Ford-Dauphin n'occupe que la quatrième place. Les Bleus n'ont, néanmoins, pas démérité dans les autres circonscriptions. Le parti a remporté la victoire dans 9 des 18 communes d'Amboasary Sud. (**L'Express de Madagascar p.3**)
- Selon les résultats provisoires en provenance de la région Melaky, **le candidat HVM a raflé 100 % des voix dans le district de Soalala.** Pour rappel, Ahmad, ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, a été désigné coach de la région Melaky. (**Midi Madagasikara p.2**)
- **Tia Solomanga, candidate HVM malheureuse dans la course à la mairie de Mahajanga I, conteste les résultats provisoires** qui attribuent la victoire au candidat MAPAR. La candidate dénonce l'existence de plusieurs fraudes électorales dans sa circonscription et a saisi le Tribunal administratif. (**Tia Tanindrazana p.2**)
- Maminaina Julia Lalaoharimanana, de l'association Mahasoa et Thierry Rabary, du MAPAR, ont fait bloc pour **dénoncer des anomalies massives dans les bureaux de vote de la circonscription d'Alasora.** Ils relèvent entre autres l'omission de plusieurs noms de citoyens de la liste électorale ainsi que la malversation perpétrée par un responsable du bureau de vote du fokontany Miadana qui a tenté de soudoyer des électeurs. Pour information, Marc Ramiaranjatovo, du MDV, a remporté les élections dans la localité. (**Madagascar Laza p.3**)
- Jean Louis Robinson, du parti AVANA et le candidat du HVM **contestent les résultats officiels** qui attribuent la victoire à Saholinirina Raharimalala, candidate du TIM dans la commune d'Ampasikely à Amparafaravola. Le candidat malheureux à l'élection présidentielle reste confiant de sa victoire. D'après sa décompte des voix, son parti a remporté les élections avec 433 des suffrages exprimés. Il serait suivi de près par le parti HVM avec 413 voix. Le TIM, n'arriverait qu'en troisième position avec 366 voix. (**Madagascar Laza p.3**)

3. Opinions et réactions :

- Invité sur la Radio ANTSIVA hier, **Rivo rakotovao**, président national du parti HVM, a revendiqué **la présidence du Sénat.** Selon le numéro un du parti, ce poste doit revenir d'office à sa formation compte tenu du nombre de sièges gagné par le parti au pouvoir durant les communales. Interrogé sur les contestations et les accusations contre le HVM, notamment à Fianarantsoa, le ministre a rappelé que les candidats lésés peuvent saisir le Tribunal administratif. Le parti lui-même compte déposer une cinquantaine de requêtes dans certaines communes dont, Antsiranana et Mahajanga. **Madagascar Matin** ajoute dans ses colonnes que le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



numéro un du parti HVM impute les anomalies des listes électorales à la CENIT. (**L'Express de Madagascar p.3, Madagascar Matin p.2**)

- *En marge de l'inauguration du projet « Exode urbain » de l'association Hafari à Bevomanga Soaniadanana, le Premier ministre Jean Ravelonarivo a déclaré que « tout le monde doit accepter les résultats des élections, tant les résultats au niveau du CENIT que ceux au niveau du Tribunal administratif. (L'Express de Madagascar p.3, Midi Madagasikara p.3)*
- *« Pilier garant de la sécurité, la Justice est prête à prendre les dispositions nécessaires contre toute attitude visant à violer la loi et à semer le trouble à l'ordre public en vue de protéger l'intérêt général, à travers l'application des textes en vigueur » a mis en garde la ministre de la Justice, Noëline Ramanantenasoa, hier. (Madagascar Laza p.2)*
- *Alex Beranto, membre du cabinet du ministre de la Pêche et des ressources halieutiques, appuie la victoire du parti HVM dans 71 % des communes de la partie moyen Ouest de Madagascar. « Cette victoire marque la volonté de la population locale à avancer vers le changement », interprète-t-il. (Madagascar Laza p.3)*
- *« On n'aura que des mal élus (...) La majorité des électeurs n'ont pas participé parce que les candidats ne leur conviennent pas et parce qu'ils sont fatigués de voter pour des personnes qui ne vont pas défendre leurs intérêts. Les Malgaches sont las du système démocratique occidental » tonne Rajaonah Andrianjaka, président national du parti OTRIKAFO, qui déplore le faible taux de participation aux élections. (Madagascar Matin p.2, La Gazette de la Grande île p.13)*
- *L'Express de Madagascar est convaincu que la victoire du HVM aux communales ne résoudra pas le blocage au niveau de l'Assemblée nationale. Le quotidien fait d'ailleurs remarquer que le gouvernement est toujours dans l'impasse quant à l'adoption de la loi de finances rectificative et que cette situation est en train d'asphyxier l'administration. (p.3)*
- *« Ca bouge de partout. Pas une seule semaine sans que de nouvelles manifestations n'éclatent dans le pays. La situation est explosive » alarme La Vérité. Le quotidien passe en revue les nombreux foyers de tensions dans les quatre coins de l'île : contestation des résultats électoraux à Ilakaka, grande manifestation du MAPAR et du TAMBATRA à Fianarantsoa, grève d'avertissement de la JIRAMA, menace de reprise de la grève des étudiants en raison du risque d'année blanche brandie par le SECES. (p.3)*
- *Les Nouvelles et Tia Tanindrazana dévoilent la vraie raison du relâchement de Bekasy, opérateur dans l'exportation de bois de rose impliqué dans une affaire de trafic illicite, qui se trouve être « un des bailleurs de fonds du HVM ». Très critique envers le régime dans ses colonnes, Les Nouvelles le taxe d'incompétence et l'accuse d'user et d'abuser de « parade » et de « magouille ». Tia Tanindrazana, montre au grand jour la photo de Bekasy sur l'affiche du candidat HVM à Sambava et interpelle le Bianco. (p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- « *Le parti au pouvoir se ridiculise* » avance **Takoritsika** dans ses colonnes face aux dénonciations de fraudes par le HVM. Selon l'analyse du quotidien, le fait que **les partis au pouvoir perpétuent des fraudes électorales et instrumentalisent l'appareil administratif** pour s'assurer une mainmise confortable sur l'échiquier politique est un secret de polichinelle. (p.3)

Economie et société

RETOUR AU TRAVAIL CONFIRME DES SERVICES DES DOMAINES

Comme l'ont annoncé les trois syndicats des Domaines à savoir le SIDPFM (Syndicat des Inspecteurs des Domaines et de la Propriété foncière), le SARDM (Syndicat des assistants rédacteurs des Domaines) et le SCDM (Syndicat des contrôleurs des Domaines), ils reprendront le travail lundi, après deux mois de bras de fer avec le ministère en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement. Vonjy Razafindratsimba, Président du syndicat des inspecteurs des domaines a exprimé la satisfaction des syndicats suite à la décision du Conseil des ministres qui lève la suspension d'acquisition et qui approuve la deuxième lettre de la politique foncière. Les syndicats ont adressé leurs remerciements au Président de la République et au Premier ministre pour leur prise de responsabilité. (L'Express de Madagascar p.5, Madagascar Laza p.2, Midi Madagasikara p.4, La Vérité p.2, La Gazette de la Grande île p.4)

- « *C'est le peuple malgache qui sort vainqueur de la décision de la levée de la suspension de l'acquisition des domaines privés de l'Etat* ainsi que de la révision de la lettre de la politique foncière » s'est exprimé Willy Razafinjatovo, avocat de la défense des trois syndicats des services des Domaines. (Madagascar Laza p.2)
- En communiquant la levée totale des mesures de suspension de la réception et du traitement de toutes les demandes d'attribution des terrains domaniaux de l'Etat, et les rectifications des points de la Lettre de la politique foncière, « **Hery Rajaonarimampianina renie Rivo Rakotovo**, ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement » déduit **La Vérité**. En d'autres termes, le Président de la République lui a donné l'ordre de donner satisfaction aux exigences des grévistes. (p.2)

LES EMPLOYÉS DE LA JIRAMA ANTSIRANANA MENACENT DE COUPER L'EAU

En grève générale depuis jeudi, les employés de la compagnie JIRAMA d'Antsiranana menacent de couper l'électricité et l'eau. Ils ont averti les abonnés et leur ont suggérés d'emmagasiner le maximum de réserve en eau compte tenu de l'incertitude sur l'issue de la grève. Cette situation a suscité la panique de la population antsirananaise. (Madagascar Matin p.4)

- « *Si l'option Symbion Power peut résoudre tous les problèmes d'énergie, on ne fera pas la fine bouche, ni un excès de patriotisme dans une affaire vouée à l'échec* » exprime **L'Express de Madagascar** dans son éditorial. Le quotidien rappelle d'ailleurs que le processus de privatisation est un passage obligé imposé par les bailleurs de fonds à l'époque de la libéralisation de l'économie. Il suggère juste à l'Etat d'améliorer sa communication en privilégiant la transparence. (p.5)
- « *Le pays n'a besoin ni d'Allemands ni d'Américains* » brande **La Gazette de la Grande île**. La solution au délestage, selon le journal, est d'appliquer une gouvernance « aussi simple qu'une arithmétique où les recettes doivent couvrir les charges ». Il suggère entre autres

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



l'assainissement des branchements illicites et les trucages de compteurs par les employés de la JIRAMA et le paiement des factures par le pouvoir central, les collectivités, les ministres et les dignitaires du régime. Le quotidien ne mâche pas ses mots et appellent les « techniciens incapables à démissionner ». (p.3)

LA TENSION MONTE ENTRE LE SECES ET LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

« La lettre d'engagement que le Syndicat des enseignants-chercheurs et chercheurs-enseignants de l'enseignement supérieur (SECES), voudrait que nous signons, le ministre des Finances et du Budget et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ne correspond pas aux résolutions prises » dénonce Monique Rasoazanamera, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Selon la ministre, le SECES lui demande de payer un rappel de la grille indiciaire depuis l'année 2009, alors que le comité mis en place par les parties prenantes a décidé le paiement de grille indiciaire depuis le mois de juillet de cette année. Par ailleurs, la ministre a profité de l'occasion pour rassurer les parents sur la tenue de l'examen du baccalauréat à la date prévue. Dimby Ralambomanana, président national du SECES, ne veut pas faire de commentaire avant de rencontrer le numéro un du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. (L'Express de Madagascar p.8, Les Nouvelles p.4, La Vérité p.3)

- **Madagascar Laza** craint que la grève du SECES constitue une menace à la stabilité du pays. Le quotidien redoute entre autres la grogne des étudiants mais aussi celle des parents d'élèves candidats aux examens du baccalauréat. La grève menace en effet le fonctionnement des examens officiels, le recrutement des nouveaux bacheliers et la tenue des examens universitaires. (p.2)

LA NOUVELLE VILLE DE BEVOMANGA SOANIEDANANA VIENT D'ÊTRE ELECTRIFIEE

Le site de Bevomanga situé à Soaniedanana, à environ 64 km de la capitale sur la Rn4, est un des sites viabilisés par le promoteur HAFARI Malagasy dans le projet « Exode urbain ». Le site de Bevomanga compte 240 parcelles de 300 m² au total. Toutes ont déjà été attribuées à leurs nouveaux propriétaires. Le Premier ministre Jean Ravelonarivo et la ministre de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la Femme sont venus inaugurer son électrification à partir de l'énergie solaire, hier. Selon Jean Nirina Rafanomezantsoa, président national de HAFARI Malagasy, les familles dont les habitations ont été démolies font partie des premiers bénéficiaires. L'association prévoit prochainement de s'atteler à la promotion des activités génératrices de revenus dans le site pour pérenniser le projet. (L'Express de Madagascar p.19, Midi Madagasikara p.4)

L'AGOA RENFORCE LA CREATION D'EMPLOIS

Les représentants de l'ambassade américaine et le Groupement des Entreprises franches et Partenaires (GEFP) ont annoncé hier la création de 200 000 emplois dans le cadre de L'AGOA. A part le textile qui domine l'exportation, d'autres produits sont également mobilisés, à savoir, la vannerie, les épices, les huiles essentielles, le café, le thé, la vanille, le cacao, les pierres précieuses et les métaux. Gibrain Charles, président du GEFP a affirmé que les sites d'implantation des entreprises ne sont pas encore définis mais dépendent des investisseurs. Les critères d'éligibilité à l'AGOA ont connu un changement. Salvador Molina, conseiller économique auprès de l'ambassade des Etats-Unis, a insisté entre autres sur

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



le respect du droit de l'homme et des droits des travailleurs ainsi que des normes des produits d'exportation. (L'Express de Madagascar p.7, Midi Madagasikara p.4, Les Nouvelles p.18)

- Dans une interview accordée à Madagascar Laza, Narson Rafidimanana, ministre de l'Industrie et du Développement du Secteur privé, a rappelé l'extension de l'AGOA pour les dix prochaines années. Cette période permettra selon lui aux investisseurs d'avoir une visibilité plus large. Il a profité de l'occasion pour parler des grands chantiers en cours de son ministère dont le redressement de la SIRAMA de Brickaville, la mise en place de petites usines de sucrerie dans les zones enclavées avec l'appui de l'ONUDI et de l'Union européenne ainsi que la reprise de la SUCOMA. (p.8)

« LES INSTITUTIONS EXTRACTIVES SONT A L'ORIGINE DE LA PAUVRETE » DIXIT JAMES ROBINSON.

« Pourquoi les Nations échouent : les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté ? ». Une conférence sur cette œuvre s'est tenue hier au Colbert Antaninarenina. L'un des auteurs, James Robinson, a saisi l'occasion pour mettre à nu la réalité sur les institutions extractives. « Les institutions extractives sont des organisations dont les politiques et les pratiques visent à accaparer les richesses et les ressources d'une société pour le compte d'une élite restreinte, mais, politiquement, puissante. Ce phénomène se traduit en particulier par des inégalités stupéfiantes dont les effets sont souvent masqués par des statistiques de croissance positive » a-t-il expliqué. Il a érigé la Chine en modèle à suivre en rappelant que c'est en rompant avec les institutions extractives que l'ancien pays du Milieu s'est développée. Comme solution à la pauvreté, il propose l'encouragement de la population à l'épargne, l'innovation et l'investissement. (Madagascar Laza p.8, La Vérité p.4)

- Réagissant à la Conférence publique donnée par le professeur James Robinson, Herilanto Raveloharison, ministre de l'Economie et de la Planification, a soutenu que l'échec d'une institution se trouve dans le système politique. Le ministre a fait remarquer l'efficacité des institutions politiques inclusives par rapport aux institutions extractives. (Madagascar Laza p.10)

LES PLANTEURS D'AMBILOBE LANCENT UN SOS

100 associations de planteurs dans les cinq communes d'Ambilobe sont concernés par le projet « Mesures d'accompagnement du protocole sucre » financé par l'Union européenne. Devant la relance de l'industrie sucrière dans cette localité, la fédération des planteurs de canne à sucre lance un appel au secours à l'Etat. Selon les explications du président de cette fédération, Tista Fety, le coût d'une tonne de canne à sucre est largement inférieur aux normes internationales. Il est de 54 000 ariary, alors que les planteurs estiment que ce prix devrait être ajusté à celui d'un sac de sucre de 50 kg, c'est-à-dire de 77 000 à 82 000 ariary. (Les Nouvelles p.18)

HERY RAJAONARIMAMPINANINA RECOIT LA DELEGATION DU WATERAID

Le Président de la République a reçu hier la délégation de l'ONG Wateraid, menée par Barbara Frost, Directeur Exécutif de l'organisation. Les échanges ont porté essentiellement sur les résultats des interventions de Wateraid depuis 15 ans à Madagascar. Il s'agit entre autres de l'amélioration de l'accès en eau de 389 633 personnes et en assainissement de 435 757 personnes tant au niveau des fokontany

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



qu'au niveau des établissements scolaires et des centres de santé. A cela s'ajoute les actions de sensibilisation sur la gestion des déchets industriels. (Midi Madagasikara p.3, Takoritsika p.3)

Sport

DRAPEAU BAFOUE : LE GOUVERNEMENT DEMANDE REPARATION

Le ministère des Affaires étrangères, a exprimé « sa profonde indignation » dans un communiqué de presse, publié hier, et affirme avoir demandé « par voie diplomatique au gouvernement français, de réagir officiellement », suite à l'incident qui s'est produit, mardi, lors des Jeux des îles de l'océan indien organisés à La Réunion. En sus, le gouvernement malgache requiert d'être mis au fait « des mesures prises à l'encontre de l'auteur de l'acte ». Pour rappel, Catherine Paoli, responsable protocolaire des jeux, avait arraché des mains de la championne du 3 000 m steeple, Marthe Ralisinirina, le drapeau de la Grande île, alors que l'athlète arborait la plus haute marche du podium. Le ministère des Affaires étrangères a qualifié l'acte « d'humiliant (...), et d'odieux (...), incriminable et répréhensible ». (L'Express de Madagascar p.2, Midi Madagasikara p.3, Les Nouvelles p.2, Madagascar Matin p.3, La Vérité p.3)

- Selon **Midi Madagasikara**, une manifestation de protestation des citoyens malgaches aura lieu demain devant l'ambassade de France à Ambatomena. (p.3)
- Le Président du Comité d'Organisation des Jeux des Iles, Thierry Grimaud, a envoyé une lettre d'excuse au ministre de la Jeunesse et des Sports malgache dans le courant de la journée d'hier. « Le COJI vous prie d'accepter ses excuses pour l'acte qui a pu offenser l'honneur du peuple malagasy » a-t-il écrit, tout en précisant qu'une communication sera faite dans les médias. (Midi Madagasikara p.8)
- « La France démontre une nouvelle fois qu'elle souhaite imposer son emporium dans l'océan Indien » lit **La Gazette de la Grande île** à travers le geste de la responsable protocolaire des jeux. Le quotidien part de l'incident à La Réunion pour dénoncer le néocolonialisme des Français et pour mettre sur le tapis la dégradation des relations franco-malgache. Il déduit ainsi qu'Antananarivo ne devrait pas accueillir le Sommet de la Francophonie en 2016 qu'il apparence déjà à un « Sommet de l'hypocrisie ». (p.5)
- La polémique engendrée par le geste de Catherine Paoli n'est pas encore close qu'un autre scandale vient déjà polluer l'atmosphère délétère, aux Jeux des îles, à La Réunion. Les officiels malgaches ont été interdits d'accès à la tribune, hier, alors qu'ils allaient remettre des médailles aux athlètes méritants. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Jean Anicet Andriamosarisoa, a décidé de quitter le stade, suivi de Virapin Ramamonjisoa, Consul malgache à La Réunion. (L'Express de Madagascar p.30)

Format de couverture

Les Nouvelles a survolé les grandes actualités de la semaine dans son cahier détachable « Reflet ». Le quotidien a entre autres relevé le « taux d'absentéisme record » aux communales. Il critique ainsi les cris de joies déplacés des organisations politiques. Le quotidien pointe du doigt également le manque

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



d'expérience de la CENT. Il doute que les résultats de ces scrutins contribueront à « clarifier la situation politique » dans le pays comme on le fait croire.

Le HVM a adressé ses félicitations à tout le peuple Malgache d'avoir participé aux scrutins dans l'apaisement dans un encart paru dans L'Express de Madagascar. Il adresse particulièrement ses remerciements à ses électeurs. Le parti réitère son objectif qui est d'instaurer la stabilité dans le pays. (p.9)

Un peu d'humour



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVelo: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

